



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :

**Questions relatives aux droits humains,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits humains
et des libertés fondamentales**

Situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, conformément à sa résolution [74/146](#), paragraphe 24, et aux résolutions [42/16](#), paragraphe 3, et 6/29 du Conseil des droits de l'homme.

* [A/76/150](#).



Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Mary Lawlor

États pratiquant la dénegation : détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains

Tendances et caractéristiques de l'usage de la détention prolongée contre les défenseurs et les défenseuses des droits humains

Résumé

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et des défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, analyse la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains en détention prolongée, qui purgent une peine de prison de dix ans ou plus. La Rapporteuse spéciale appelle l'attention sur les facteurs sous-jacents qui concourent à ce phénomène de détention prolongée des défenseurs et défenseuses des droits humains résultant de leurs activités légitimes de défense des droits humains. Le rapport comprend des exemples de cas où des défenseurs et défenseuses des droits humains purgent de longues peines de prison. La Rapporteuse avance des recommandations aux parties compétentes en vue de faire cesser ces tendances et de les inverser, et suggère des moyens d'éviter que ces phénomènes se produisent à l'avenir.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
A. Données et méthodes	8
B. Cadre juridique applicable	10
C. Tendances liées à la détention prolongée des défenseurs et défenseuses des droits humains	12
II. Conclusions et recommandations	24
A. Conclusions	24
B. Recommandations	25

I. Introduction

1. En décembre 2015, la défenseuse des droits humains des femmes, M^{me} Lodkham Thammavong¹ a été l'une des quelque 30 personnes qui avaient protesté devant l'Ambassade de la République démocratique populaire lao à Bangkok pour exprimer l'inquiétude que leur causaient les allégations de violations des droits humains par le Gouvernement lao.
2. Trois mois plus tard, à son retour en République démocratique populaire lao, elle a été arrêtée par la police avec deux autres défenseurs des droits humains, MM. Soukane Chaithad et Somphone Phimmasone.
3. La Rapporteuse spéciale a reçu des informations crédibles selon lesquelles aucun chef d'accusation ne leur avait été communiqué ni aucun mandat d'arrêt présenté, ni au moment de leur arrestation ni par la suite. Selon ce qui a été rapporté, M^{me} Thammavong et les autres, ayant fait des confessions mensongères sous la contrainte, ont été montrés en grande pompe à la télévision nationale s'excusant d'être des traîtres, et leur droit à être représentés en justice ne leur a pas été accordé.
4. Un an plus tard, en mars 2017, après un procès inéquitable, M^{me} Thammavong a été déclarée coupable de « trahison envers la nation, propagande contre l'État et participation à des rassemblements ayant causé des désordres ». Elle a été condamnée à 12 ans de prison. M. Chaithad et M. Phimmasone ont également été déclarés coupables au titre des mêmes chefs d'accusation, et condamnés respectivement à 16 et 20 ans de prison.
5. Au moment de la rédaction du présent rapport, M^{me} Thammavong est détenue à la prison Tan Piao, située à quelque 60 kilomètres de Vientiane, ce qui rend difficile les visites de la famille. Il a été rapporté qu'elle n'a pas accès à l'eau, et n'a toujours pas eu accès à un avocat².
6. Ce genre d'attaques contre les défenseurs et défenseuses des droits humains ne sont malheureusement pas rares. Ils sont des centaines dans le monde entier à purger de longues peines de prison après avoir été déclarés coupables de chefs d'accusation inventés de toutes pièces, à l'issue de procès inéquitables. Nombreux sont ceux à qui, comme à M^{me} Thammavong, une représentation judiciaire convenable a été refusée.
7. La Rapporteuse spéciale a suivi un grand nombre de cas de défenseurs et défenseuses purgeant des peines de prison de plus de 10 ans, et d'autres sous le coup d'accusations risquant de les faire condamner à des peines tout aussi longues. Ils sont nombreux qui, comme M^{me} Thammavong, ont été condamnés au titre de chefs d'accusation vagues et mal définis, concernant souvent la trahison, la subversion ou le terrorisme.
8. Les défenseurs et défenseuses sont nombreux à être détenus dans des conditions éprouvantes, et/ou ont été forcés de confesser des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Certains sont en mauvaise santé et sont privés de soins médicaux appropriés. À certains d'entre eux on refuse l'accès régulier à leur famille. Il y en a qui risquent d'être condamnés à mort, et certains sont morts en prison tandis qu'ils purgeaient de longues peines.
9. Par le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et des défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, compte montrer que le problème

¹ Il est fait référence dans l'ensemble du document aux appels conjoints d'urgence et aux lettres d'allégations envoyées par la Rapporteuse spéciale avec d'autres procédures spéciales. Ces communications sont toutes disponibles (en anglais) à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>. Pour ce cas, voir LAO 2/2021, LAO 1/2017 et LAO 3/2016.

² Voir LAO 2/2021.

des détentions prolongées de défenseurs et défenseuses des droits humains est répandu, qu'il y a un nombre de points communs entre les méthodes servant à les mettre injustement en prison, et qu'il y a de nombreux États membres – dont certains siègent au Conseil des droits de l'homme ou cherchent à en devenir membres – qui nient systématiquement maintenir des défenseurs et des défenseuses en prison. Elle conseille les États sur les moyens de prévenir de nouvelles attaques de ce type contre les défenseurs et défenseuses, et recommande que tous les défenseurs et défenseuses soient libérés, immédiatement et inconditionnellement.

10. L'ampleur totale de ce problème n'est pas connue. Des défenseurs et défenseuses des droits humains purgent de longues peines de détention sur tous les continents, mais il est très probable qu'il y ait, outre ceux qui sont décrits ici, beaucoup plus de cas qui n'ont pas été portés à l'attention de la Rapporteuse spéciale.

11. Les cas inclus ici ne sont que ceux pour lesquels un consentement a été obtenu directement des défenseurs et défenseuses eux-mêmes, de leur famille ou de leurs représentants. La Rapporteuse spéciale a connaissance de bien d'autres cas, qui ne sont pas inclus dans le présent rapport pour différentes raisons, notamment lorsqu'il n'avait pas été possible d'obtenir le consentement, ou lorsque l'exposé des cas aurait risqué d'aggraver la situation des défenseurs et défenseuses. Certains de ces derniers avaient été en prison si longtemps que le public n'y faisait plus attention et qu'ils n'étaient plus inclus dans bien des activités de plaidoyer. Il arrive que cela rende plus difficile d'obtenir consentement et informations.

12. Les défenseurs et défenseuses qui purgent des peines de détention prolongées sont très divers. Il y a parmi eux des syndicalistes, des avocats, des journalistes. Certains sont en prison pour avoir défendu l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme le droit de participer aux élections. D'autres ont été ciblés pour avoir plaidé pacifiquement pour des réformes démocratiques, ou pour avoir mis au grand jour des problèmes de gouvernance. La Rapporteuse spéciale réaffirme que la défense pacifique de ces droits et des autres que les États ont promis de garantir n'est jamais un crime³.

13. Il y a des défenseurs et défenseuses qui ont été visés et emprisonnés en représailles pour avoir sollicité ou envisagé de solliciter des mécanismes des Nations Unies. Certains sont célèbres, distingués par des récompenses internationales pour leur activité, avec un profil international très connu, d'autres relativement inconnus, même dans leur propre pays. Il y a parmi eux des personnes ayant une double nationalité, ressortissantes d'un pays autre que celui où elles sont emprisonnées.

14. Certains d'entre eux ont été déclarés coupables à l'issue de procès de masse, certains ont été condamnés par contumace. Parmi les condamnés à des longues peines de prison, il y en a qui vivent en exil, sans pouvoir revenir dans leur pays par crainte d'arrestation. D'autres personnes sont gardées en détention provisoire pendant de longues périodes, sans savoir si ou quand elles auront à répondre de chefs d'accusation susceptibles d'entraîner de longues peines de prison.

15. D'autres défenseurs et défenseuses sont capturés et ne donnent plus de nouvelles – on n'en entend plus parler pendant de nombreuses années. Ils ne sont pas tous aux mains des pouvoirs publics. Certains, comme la défenseuse syrienne des droits humains M^{me} Razan Zaitouneh⁴, ont, d'après ce que l'on croit savoir, été capturés par

³ Voir <https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights> et Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, ainsi que la résolution 53/144 de l'Assemblée générale, articles 1, 2 et 3.

⁴ Voir SYR 7/2013.

une milice. Il y a des années qu'on pas de nouvelles sur le lieu où elle se trouve actuellement.

16. D'autres défenseurs et défenseuses des droits humains condamnés à de longues peines de prison meurent en détention. Le défenseur des droits humains Azimjan Askarov⁵ a été injustement condamné à la prison en 2010 au Kirghizistan, et était toujours en prison 10 ans plus tard, avec des problèmes médicaux graves. Malgré les appels adressés aux autorités par la Rapporteuse spéciale de l'époque, par l'ONU, par l'Union européenne et par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin d'obtenir sa libération pour raisons de santé, il est mort en détention en 2020.

17. La Rapporteuse spéciale relève que souvent, l'arrestation ou la condamnation d'un défenseur ou d'une défenseuse des droits humains cause un tollé et une forte activité, parfois accompagnés d'une intense couverture médiatique internationale et de plaidoyers de gouvernements étrangers et de mécanismes des Nations Unies. Mais même quand il s'agit de défenseurs ou défenseuses de tout premier plan, cette attention se relâche le plus souvent au fil des années, de nouveaux cas sollicitant la préoccupation et les ressources des organisations non gouvernementales (ONG), des experts indépendants des Nations Unies et des gouvernements intéressés.

18. Nombreux sont les défenseurs et défenseuses purgeant de longues peines qui se sentent oubliés ou abandonnés.

19. L'effet d'une détention prolongée des défenseurs et défenseuses des droits humains peut être dévastateur, pour eux, pour leur famille, pour leur communauté et pour la société civile à laquelle ils appartiennent. Le simple fait de lutter en justice peut épuiser les ressources d'un défenseur ou d'une défenseuse, et celles de leur ONG. En fait, il est fréquent que les poursuites qui les ciblent recherchent précisément pour but ces conséquences dommageables pour eux et pour leur activité.

20. Les États se souviendront que dans son premier rapport à l'Assemblée générale, en 2020 (A/75/165), la Rapporteuse spéciale avait indiqué les priorités de son mandat, privilégiant notamment « les défenseurs qui purgent de longues peines de prison ». Elle estime que les États auraient dû s'attaquer depuis longtemps à ce problème qui perdure. Certains États ont fait fi d'années d'appels à cesser d'emprisonner les défenseurs et défenseuses des droits humains, et refusent toujours de libérer ceux qu'ils maintiennent actuellement en détention.

21. Le mandat de la Rapporteuse spéciale lui donne pour instructions d'étudier les tendances, les évolutions et les problèmes relatifs au droit de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et de solliciter, recevoir et examiner des informations concernant la situation des défenseurs des droits humains et y donner suite, et de recommander des stratégies efficaces pour mieux protéger les défenseurs des droits humains.

22. Un conseil tout simple aux États, en vue de mieux protéger les défenseurs et défenseuses des droits humains, est de ne pas les emprisonner pendant des périodes prolongées pour avoir défendu pacifiquement les droits d'autres personnes.

23. De nombreux États condamnent des défenseurs et défenseuses des droits humains à de longues peines de prison parce ce qu'ils le veulent et le peuvent. Ils le veulent parce qu'il leur déplaît que les défenseurs et les défenseuses mettent au grand jour des faits de corruption, signalent des violations des droits humains ou exposent d'autres carences de gouvernance.

24. Emprisonner les défenseurs et défenseuses ne suffit pas toujours à les faire taire, certains continuent à défendre les droits pendant qu'ils sont détenus, mais les États

⁵ Voir KGZ 1/2011 et KGZ 2/2020.

usent souvent de cette méthode d'attaque contre eux pour museler la contestation pacifique⁶.

25. Les États le peuvent parce qu'ils font fi des traités internationaux par lesquels ils se sont engagés, sans entraîner souvent de conséquences internationales autres que négligeables. Ils se donnent la possibilité d'emprisonner les défenseurs et défenseuses des droits humains en adoptant des lois vagues, invoquant souvent la sécurité nationale ou la lutte antiterroriste, en mettant en scène des simulacres de procès non conformes aux normes internationales, en obtenant des défenseurs et défenseuses de fausses confessions par la torture et en décrivant mensongèrement les activités des défenseurs et défenseuses des droits humains⁷.

26. Certains États contestent que les personnes emprisonnées soient des défenseurs et défenseuses, affirmant qu'il s'agit de trublions, de traîtres ou de terroristes. La Rapporteuse spéciale connaît la différence, et rappelle respectueusement aux États que ce sont précisément les longues années d'expérience qu'elle a accumulées à déterminer qui est un défenseur ou une défenseuse des droits humains – et qui ne l'est pas – qui expliquent en partie qu'on lui ait confié ce mandat. Elle désire vivement parler des différents cas avec les États pour mieux expliquer pourquoi les personnes détenues mentionnées dans le présent rapport sont des défenseurs et défenseuses des droits humains.

27. Malgré les nombreux cas détaillés régulièrement présentés à des États membres décrivant des défenseurs et défenseuses des droits humains purgeant actuellement de longues peines de prison, la Rapporteuse spéciale fait observer qu'à son appel à présenter des contributions pour le présent rapport, pas un seul État n'a admis détenir un défenseur ou une défenseuse des droits humains emprisonnés pour des périodes prolongées.

28. Il y a nombre d'années que bien des États usent de cette méthode d'attaque contre les défenseurs et défenseuses des droits humains. Les personnes investies de ce mandat avant la Rapporteuse spéciale ont à maintes reprises, depuis qu'il a été établi il y a 20 ans, recommandé aux États de ne pas recourir à des procès inéquitables ou à la législation de sécurité comme prétexte pour emprisonner ou attaquer de toute autre manière les défenseurs et défenseuses des droits humains.

29. En 2001 Hina Jilani, la première personne investie du mandat concernant la situation des défenseurs des droits humains, avait dit dans son premier rapport à ce qui était alors la Commission des droits de l'homme, que « L'une des grandes préoccupations de la Représentante spéciale sera[it] la situation des défenseurs des droits de l'homme...et leur condamnation au terme de procès inéquitables » (E/CN.4/2001/94, par. 89 f).

30. Bien qu'au long de nombreuses années, les Rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme aient régulièrement présenté aux États Membres des états actualisés de cette pratique injuste, les défenseurs et les défenseuses sont régulièrement l'objet de procès inéquitables, à l'issue desquels nombre d'entre eux sont condamnés à de longues peines de prison.

⁶ Pour des exemples de défenseurs et défenseuses qui ont réussi à s'activer pour les droits humains depuis la prison, voir www.humanrightsfirst.org/resource/activism-prison (en anglais).

⁷ La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a signalé dans un rapport de 2019 (A/HRC/40/52) le recours à des « définitions trop larges du terrorisme », notant que « La mise en œuvre, par les États, du cadre de lutte antiterroriste du Conseil de sécurité se caractérise par l'apparition à l'échelle mondiale de définitions trop générales et vagues du terrorisme », et que « De telles lois sont susceptibles d'ériger en infraction l'expression légitime ». <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/057/59/PDF/G1905759.pdf?OpenElement>.

31. Dans le dernier rapport qu'elle a présenté cette année au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/46/35), la Rapporteuse spéciale a centré l'attention sur les exécutions de défenseurs et défenseuses des droits humains. Elle y pointait que les États Membres manquaient de la volonté politique d'amener les assassins à répondre de leurs actes, et que c'en était une des causes. Pour ce qui est de la détention prolongée des défenseurs et défenseuses, il s'agit moins du manque de volonté politique de l'empêcher que d'une volonté politique active des États de les y soumettre.

32. Des représentants d'États Membres ont dit à la Rapporteuse spéciale, lorsqu'elle a soulevé la question d'un procès inéquitable, qu'ils ne pouvaient pas s'immiscer dans l'activité indépendante de la justice. La Rapporteuse spéciale respecte le principe de l'indépendance de la justice, mais elle ne saurait rester silencieuse lorsqu'un système de justice pénale ne satisfait pas aux normes internationales et sert à emprisonner injustement des défenseurs et défenseuses des droits humains.

33. En 2003, M^{me} Jilani avait dit aux États Membres que « Lorsque des défenseurs des droits de l'homme sont arrêtés, détenus et/ou poursuivis en vertu de la législation relative à la sécurité, la procédure devrait être totalement transparente. Les chefs d'accusation devraient être rendus publics et faire l'objet d'explications aussi complètes que possible pour permettre une vérification indépendante de leur bien-fondé » (A/58/380, par. 71).

34. De nombreux États ne passent toujours pas ce test de transparence, et continuent à condamner des défenseurs et défenseuses des droits humains à de longues années de souffrances en prison.

35. Il est certain qu'il faut s'occuper des procédés qui permettent de longues détentions injustes – dont la torture, les procès inéquitables et l'image grossièrement déformée donnée de ceux qui défendent pacifiquement les droits d'autrui – mais la raison fondamentale qui fait que des défenseurs et des défenseuses sont emprisonnés pour de longues périodes est la volonté politique des États d'agir ainsi.

36. Imposer de longues peines de prison à des défenseurs et défenseuses des droits humains n'est jamais acceptable, c'est une ligne rouge qu'aucun État ne devrait franchir. Cette pratique est immorale, illégale, inexcusable et contraire à l'honneur. Elle manifeste le manque de détermination des États à se conformer aux normes internationales qu'ils se sont engagés à respecter. Les voir enfermer en prison ceux qui défendent pacifiquement les droits humains incite à douter gravement de l'intention des États de se conformer aux accords internationaux qu'ils ont signés.

A. Données et méthodes

37. Au cours de la seule période allant du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021, la Rapporteuse spéciale a adressé 28 communications à 22 États Membres concernant la détention prolongée de 148 défenseurs et défenseuses des droits humains, dont 37 défenseuses et 110 défenseurs. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a également trouvé une personne défendant les droits humains emprisonnée pour une période prolongée qui s'identifiait comme lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer ou intersexe.

38. Parmi ces 148 défenseurs et défenseuses, 40 étaient des avocats s'occupant de cas concernant les droits humains, 15 défendaient les droits humains des femmes, 9 s'occupaient de défense de l'environnement et des droits des peuples autochtones, 7 assuraient une aide humanitaire. D'autres catégories de défenseurs et défenseuses des droits humains ont été trouvées parmi les détenus de longue durée, défendant par exemple : les droits des minorités ; les droits des enfants ; les droits des personnes

lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer ou intersexes ; les migrants ; la liberté religieuse ; le droit à l'autodétermination ; l'abolition de la peine de mort, et les droits des travailleurs.

39. Sur ce total de 148 personnes, 104 avaient été déclarées coupables, 44 risquent d'être condamnées à 10 ans ou plus ; 54 ont été accusées de crimes contre la sécurité nationale, 53 de crimes relevant des lois antiterroristes, 30 au titre à la fois des lois concernant la sécurité nationale et des lois antiterroristes, et 11 d'autres crimes, tels notamment qu'assassinat, vol, extorsion, enlèvement et blasphème.

40. Si l'on examine les chiffres par région, on constate que six communications ont été adressées à cinq pays d'Asie-Pacifique (21,42 pour cent), cinq à cinq pays des Amériques (17,86 pour cent), cinq à quatre pays d'Europe et d'Asie centrale (17,86 pour cent), cinq à quatre pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (17,86 pour cent), et sept à quatre pays d'Afrique (25,00 pour cent).

41. Au moment de la rédaction du présent rapport, des communications sur la détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains avaient été envoyées ou étaient en cours de préparation, destinées à 24 États : Arabie saoudite (concernant 20 défenseurs ou défenseuses), Bahreïn (5), Bélarus (3), Burundi (1), Cameroun (1), Chine (17), Égypte (12), Émirats arabes unis (6), Érythrée (1), Fédération de Russie (3), Honduras (2), Iran (République islamique d') (17), Kirghizistan (1), Maroc (4), Mexique (8), Nigéria (1), Nicaragua (2), Ouzbékistan (3), Pérou (2), Rwanda (1), République démocratique populaire lao (3), Tadjikistan (1), Turquie (24) et Viet Nam (38).

42. Au 30 juin 2021, on avait reçu 11 réponses aux communications envoyées. Une forte majorité d'entre elles étaient en tout ou en partie des réponses sur le fond. Par « réponse sur le fond », on entend une réponse qui concerne en tout ou en partie les allégations, et/ou qui éclaire les faits sur le fond. On n'entend toutefois pas que les mesures prises par le gouvernement en cause soient nécessairement conformes au droit international des droits de l'homme.

43. Le présent rapport est fondé sur les discussions tenues par la Rapporteuse spéciale avec des centaines de défenseurs et défenseuses des droits humains du monde entier depuis le début de son mandat en mai 2020, et sur les informations qu'elle reçoit continuellement concernant les défenseurs et défenseuses en détention prolongée.

44. Des défenseurs et défenseuses des droits humains, des États, des organisations non gouvernementales, des institutions nationales de défense des droits humains et d'autres ont partagé avec la Rapporteuse spéciale leurs vues et leurs informations sur la détention prolongée de défenseurs et de défenseuses. À cause de la pandémie de COVID-19, les consultations ont eu lieu en ligne. La Rapporteuse spéciale a également demandé des contributions écrites⁸, invitant les parties intéressées à concourir au présent rapport.

45. Elle a reçu 59 contributions : 8 provenant d'États Membres, 7 d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, 37 d'organisations de la société civile, 3 de défenseurs et défenseuses des droits humains et 4 d'organisations internationales.

46. Elle remercie tous ceux qui ont apporté une contribution au présent rapport. Elle a eu recours aussi aux publications et aux documents de recherche disponibles sur la détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains et les menaces qui la précèdent. D'autres sources ont été les rapports précédents de Rapporteurs

⁸ Voir (en anglais) <https://www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/longterm-detention-defenders.aspx>.

spéciaux sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, les rapports précédents d'autres rapporteurs spéciaux et des consultations avec eux, et les rapports d'organismes régionaux de protection des droits humains.

47. Aux fins du présent rapport, la Rapporteuse spéciale a généralement défini la détention prolongée comme période de 10 ans au moins. Le rapport concerne essentiellement les défenseurs et défenseuses des droits humains condamnés à 10 ans de détention ou plus, ou purgeant des peines consécutives représentant 10 ans ou plus ou détenus et risquant d'être condamnés à 10 ans de prison ou plus.

B. Cadre juridique applicable

48. La détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains est contraire à plusieurs normes internationales de droits humains.

49. La Rapporteuse spéciale rappelle aux États que l'Assemblée générale a adopté par consensus la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme).

50. La Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme reconnaît le droit de promouvoir pacifiquement la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales (articles premier, 5 et 13). Elle énonce aussi que chaque État a au premier chef la responsabilité et le devoir de protéger et promouvoir tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales et d'en garantir l'exercice (art. 2), et que chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'être efficacement protégé par la législation nationale quand il réagit par des moyens pacifiques contre des activités et actes, y compris ceux résultant d'omissions, imputables à l'État et ayant entraîné des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales (art. 12).

51. Sont arbitraires l'arrestation ou la détention punissant l'exercice légitime des droits garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment le droit à la liberté d'opinion et d'expression (art 19), le droit de réunion (art 21), le droit à la liberté d'association (art 22) et le droit à la protection de la vie privée (art. 17).

52. La Déclaration universelle des droits de l'homme proclame à l'article 3 que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. C'est là le premier droit fondamental qu'elle protège, ce qui montre bien la très grande importance de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tant pour les individus que pour la société dans son ensemble⁹.

53. La privation de liberté est soumise à certaines conditions, et une détention même licite à son début devient arbitraire et contraire au droit si elle n'est pas réexaminée périodiquement. La détention de durée indéfinie est manifestement incompatible avec l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Une dérogation temporaire à cette disposition est certes autorisée à l'article 4 du Pacte, mais elle n'est possible que « dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation » et « dans la stricte mesure où la situation l'exige ». Les personnes privées de liberté ont droit à être promptement jugées ou libérées, et, dans les cas de détention

⁹ Voir Comité des droits de l'homme, Observation générale N° 35 (2014), par. 2 (CCPR/C/GC/35).

arbitraire, ont droit à une indemnisation. Ni la guerre contre le terrorisme ni des politiques d'immigration restrictives ne justifient une détention de durée indéfinie¹⁰.

54. La Rapporteuse spéciale fait observer que les gouvernements cherchent souvent à justifier ces emprisonnements irréguliers par la « sécurité nationale », un « état d'urgence », la « migration illégale » et d'autres prétendues circonstances extraordinaires. Une dérogation temporaire à certaines dispositions des régimes juridiques applicables est possible, mais sous réserve de conditions spécifiques, notamment le critère du « danger public exceptionnel [qui] menace l'existence de la nation » et le principe de proportionnalité, qui limite une telle dérogation à « la stricte mesure où la situation l'exige ». Les dérogations ne peuvent pas être indéfinies, elles doivent être limitées en portée et en durée¹¹.

55. L'article 9 du Pacte dit que tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne, que nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire, et que tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

56. L'article 9 prévoit également que tout individu arrêté ou détenu doit être traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré.

57. La détention au secret qui empêche de traduire promptement une personne devant un juge est par nature contraire au paragraphe 3 de l'article 9. Une fois la personne traduite devant un juge, ce dernier doit décider s'il y a lieu de la libérer ou de la placer en détention provisoire pour complément d'enquête, ou pour attendre le procès (*habeas corpus*, art. 9, par. 4). S'il n'existe pas de base légale de poursuivre la détention, le juge doit ordonner la mise en liberté. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, elle devrait être exceptionnelle.

58. L'article 14 du Pacte expose en détail le droit à l'égalité devant les tribunaux et cours de justice, et le droit à un procès équitable. Toute personne accusée d'une infraction pénale doit être jugée sans retard excessif (art. 14, para 3 c) avoir droit avoir à l'assistance d'un défenseur de son choix. La notion de procès équitable inclut la garantie d'un procès équitable et public¹². L'emprisonnement à l'issue d'un procès manifestement inéquitable est arbitraire.

59. Il est dit à l'article premier de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées que nul ne sera soumis à une disparition forcée¹³. Les disparitions forcées sont contraires à de nombreuses dispositions de fond et de procédure du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et constituent une forme particulièrement grave de détention arbitraire. De plus, il existe de nombreux principes et normes applicables au traitement des prisonniers¹⁴.

¹⁰ Alfred de Zayas : "Human Rights and Indefinite Detention", in *International Review of the Red Cross*, vol. 87, N° 857 (mars 2005).

¹¹ Ibid.

¹² Comité des droits de l'homme, Observation générale N° 32 (2007), par. 25.

¹³ Pour une définition de « disparition forcée », on se reportera à l'article 2 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

¹⁴ Il s'agit notamment de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), des Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus et de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

60. Une détention prolongée avant le procès, de même qu'une longue détention basée sur des dispositions vagues concernant la sécurité nationale et la lutte antiterroriste, sont aussi une violation de l'état de droit. Le droit des droits de l'homme exige que toute loi incriminant les actes de terrorisme soit accessible au public et libellée en termes précis, ne soit applicable qu'à la lutte antiterroriste, et soit non-discriminatoire et non rétroactive (A/HRC/45/27, par. 15)¹⁵.

61. L'indépendance, l'impartialité et l'intégrité de la justice sont également une condition première du maintien de l'état de droit et d'une administration de la justice exempte de toute discrimination (résolution 67/1 de l'Assemblée générale, para. 13).

62. Le cadre juridique, tant international que national, qui régit la lutte antiterroriste, la prévention de l'extrémisme violent et la protection de la sécurité nationale a des répercussions profondes sur la société civile. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a fait valoir que le Conseil de sécurité devrait promouvoir le rôle clef de la société civile en tant que moteur de changement et rappeler aux États qu'ils ont l'obligation de la protéger (A/HRC/40/52, par. 18).

63. Le Conseil de sécurité comme les États devraient exempter sans aucune ambiguïté, à toutes les occasions possibles, les actions humanitaires de leurs mesures de lutte antiterroriste (A/HRC/40/52, par. 22) ; la protection et l'assistance humanitaires, de même que la défense des droits humains, ne doivent jamais être considérées comme soutien au terrorisme ni réprimées ou érigées en crime sur cette base.

64. Certains États se sont dotés de lois antiterroristes d'une portée très vaste, rédigées en termes vagues, qui souvent ne font pas de la violence d'un comportement un critère d'applicabilité. Ces lois visent parfois expressément des activités protégées par le droit international des droits de l'homme, dont des activités relevant de l'exercice légitime de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.

65. Les définitions du terrorisme prévues par certaines de ces lois répriment notamment les « atteintes à la réputation de l'État », ce qui rend possible l'incrimination de tout discours critique concernant les autorités ou les politiques publiques. D'autres lois rédigées en termes très généraux instituent de nouvelles infractions telles que le fait de promouvoir, d'encourager, de glorifier ou de soutenir le terrorisme, ce qui peut entraîner des interférences injustifiées ou disproportionnées avec la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association (A/HRC/45/27, par. 16).

C. Tendances liées à la détention prolongée des défenseurs et défenseuses des droits humains

1. Constatations d'abus fréquents des législations antiterroristes et connexes

66. La Rapporteuse spéciale a mené une étude de 61 cas dans 13 pays des Amériques, d'Asie-Pacifique, d'Europe et d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne où un défenseur ou une défenseuse des droits humains avaient été condamnés à dix ans de prison ou plus et étaient encore en train de purger leur peine ou étaient morts en prison, ou encore n'avaient jamais été condamnés mais demeuraient détenus par les autorités pendant une période prolongée, ce qui fait supposer des tendances inquiétantes.

¹⁵ Voir également A/HRC/28/28, par. 28, résolution 72/180 de l'Assemblée générale, par. 5 o), et A/HRC/8/13, par. 19 à 23.

67. Or, dans 77 pour cent des cas examinés, le défenseur ou la défenseuse des droits humains avaient été condamnés en vertu de lois antiterroristes ou visant la sécurité nationale. Il y avait au moins 46 pour cent des défenseurs et défenseuses emprisonnés qui faisaient état de mauvais traitements ou de torture lors de leur arrestation ou pendant leur détention. Quatre défenseurs ou défenseuses des droits humains étaient morts en prison, ou après avoir été hospitalisés juste avant leur décès. Et 11 des cas correspondaient à des représailles punissant la personne d'avoir coopéré avec des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, et avaient été inclus dans les rapports du Secrétaire général concernant les représailles.

68. La Rapporteuse spéciale relève également d'autres caractéristiques communes aux cas des personnes accusées ou déclarées coupables de crimes entraînant de lourdes peines.

69. Il y a sur tous les continents des défenseurs et défenseuses détenus pendant des périodes prolongées par des États qui n'ont pas le même régime politique, et en vertu de lois diverses, mais la Rapporteuse spéciale a décelé des mécanismes procéduraux analogues qui permettent de les garder en détention.

70. Les défenseurs et défenseuses sont nombreux à être mis en accusation, déclarés coupables ou condamnés au titre de lois vagues et mal définies, qui ont souvent trait à la subversion, à la trahison ou au terrorisme, en violation des normes internationales citées plus haut.

71. En Turquie par exemple, l'article 314 du Code pénal et l'article 7 de la Loi antiterroriste ont l'un et l'autre servi très souvent à faire taire des défenseurs et défenseuses des droits humains et à les classer dans la catégorie de membres d'organisations terroristes. En mars 2020, la défenseuse des droits humains Sevda Özbingöl Çelik¹⁶ a été arrêtée, accusée officiellement de « participation à une organisation terroriste armée », et gardée en détention provisoire pendant neuf mois. Au début elle a pu avoir accès à ses avocats, mais au bout d'un mois elle n'a pas été autorisée à les voir pendant les trois mois suivants. Les visites de sa famille ont également été interdites, et elle a passé selon les estimations deux mois et demi à l'isolement. En avril 2021 elle a été condamnée à 11 ans et 6 mois de prison pour « participation à une organisation terroriste » (art. 314/2 du Code pénal turc), « contravention à la Loi 2911 relative aux assemblées et réunions » (art. 28 de la Loi 2911), et « propagande terroriste » (art. 7/2 de la Loi antiterroriste). Sevda Özbingöl Çelik est défenseuse pacifique des droits humains, et non pas membre d'une organisation terroriste, mais le Gouvernement turc refuse de les reconnaître, elle et d'autres personnes, comme défenseurs et défenseuses des droits humains.

72. En Chine, il est fréquent que des défenseurs et défenseuses soit accusés au titre des dispositions du Code pénal visant la sécurité nationale. La durée des peines de prison prévues aux articles 105 et 120 du Code pénal servent en particulier à condamner les défenseurs et défenseuses à des peines de prison prolongées.

73. Les notions de « meneur », « crime grave » et « circonstances aggravantes » sont définies dans le code de manière large et vague. Le manque de limite supérieure à la durée d'emprisonnement dans les articles 105 2) et 120 a) ne respecte pas le principe de la sécurité juridique et permet d'imposer des peines prolongées. Les défenseurs et défenseuses des droits humains Chen Xi¹⁷, Liu Xiaobo¹⁸, Li

¹⁶ Voir TUR 10/2021.

¹⁷ Voir CHN 4/2021.

¹⁸ Voir CHN 4/2021, CHN 1/2010, CHN 50/2008, CHN 60/2004, CHN 43/2004.

Wangyang¹⁹, Zhang Haitao²⁰ et Qin Yongmin²¹ ont été déclarés coupables en vertu de l'article 105 2) et condamnés respectivement à 10, 11, 10, 19 et 13 ans de prison. Certains d'entre ont été accusés, en vertu de l'article 293 du Code pénal, de « chercher des querelles et provoquer des troubles ». Parallèlement, la défenseuse des droits humains Li Qiaochu²² et les défenseurs Chang Weiping²³, Xu Zhiyong, Qin Yongpei et Ding Jiayi sont actuellement poursuivis pour un des chefs d'accusation précités.

74. En Égypte, il est courant que des défenseurs et défenseuses des droits humains soient accusés de participer à un groupe terroriste non précisé (encourant une condamnation au titre de l'art. 12 de la Loi antiterroriste et/ou de l'art. 86 bis du Code pénal), et/ou de publier des nouvelles fausses et de fournir de fausses informations à des institutions internationales (art. 80D du Code pénal et/ou art. 102 bis et 188 du Code pénal)²⁴.

75. En République islamique d'Iran, des dispositions de sécurité nationale très larges rendent possible un grand nombre de condamnations de longue durée. Des accusations de « propagande contre l'État » (art. 500 du Code pénal), d'« espionnage » (art. 501), de « réunion et collusion contre la sécurité nationale » (art. 610), d'« insulte au Guide suprême » (art. 514) peuvent entraîner des peines allant d'un à dix ans²⁵.

76. Aux Émirats arabes unis, les défenseurs et défenseuses des droits humains peuvent être condamnés à 10 ans de prison et plus au titre de différentes lois, dont la Loi fédérale N° 7 de 2014 sur la lutte contre les délits de terrorisme. Cette loi est vague, ne définit pas le terrorisme, et comprend des éléments tels que « contredisant les principes fondamentaux basant la gouvernance de l'État », « opposé au pays » et « nuisant à l'unité nationale » pour définir le terrorisme sans plus de détails²⁶.

77. La Rapporteuse spéciale a reçu des informations sur plus de 100 défenseurs et défenseuses des droits humains condamnés à plus de 10 ans de prison ou détenus sur des chefs d'accusation qui rendent probables qu'ils soient condamnés à de telles peines. Il y a de nombreux autres défenseurs et défenseuses des droits humains purgeant des peines analogues pour lesquels elle n'a pas reçu d'informations suffisantes pour qu'ils soient inclus dans le présent rapport.

78. On n'a pas ici la possibilité d'évoquer la situation de tous les défenseurs et défenseuses des droits humains qui purgent de longues peines, mais des tendances se dessinent clairement à partir des cas où la Rapporteuse a bien reçu une information suffisante, avec le consentement indispensable de ces personnes, pour que leur cas soit pris en considération.

2. Défenseurs et défenseuses des droits humains condamnés à mort

79. Certains défenseurs et défenseuses des droits humains sont accusés de crimes passibles de la peine de mort.

80. En Algérie, Jamila Loukil est journaliste et défenseuse des droits humains à la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH). Saïd Boudour, défenseur des droits humains, est également membre de la LADDH. Kaddour

¹⁹ Voir CHN 6/2012.

²⁰ Voir CHN 4/2021.

²¹ Voir CHN 4/2021, CHN 5/2011.

²² Voir CHN 4/2021.

²³ Voir CHN 4/2021, CHN 20/2020, CHN 29/2010, CHN 12/2005.

²⁴ Voir EGY 5/2021.

²⁵ Voir IRN 12/2021.

²⁶ Voir ARE 3/2021.

Chouicha est défenseur des droits humains, professeur d'université et Vice-Président de la LADDH²⁷.

81. Selon les informations reçues, ils ont tous trois été arrêtés en avril 2020 n liaison avec leur activité de défense des droits humains, et accusés de divers délits dont ceux qui correspondent aux activités subversives et au terrorisme (en vertu des art. 77, 78, 87 et 96 du Code pénal). Ils ont été interrogés sur leur participation à des manifestations pacifiques de protestation. S'ils sont déclarés coupables, ils pourraient être condamnés à mort.

82. Le défenseur des droits humains Mubarak Bala²⁸, qui est athée, a été arrêté au Nigéria en avril 2020. Au moment où était rédigé le présent rapport, malgré une décision de justice ordonnant de le libérer sous caution, il était toujours en détention, sans aucune accusation officielle, suivant des allégations de blasphème²⁹.

83. La Rapporteuse spéciale s'inquiète qu'il puisse être poursuivi au chef de blasphème, encourant la peine de mort, et note que selon des informations qu'elle a reçues, il a continuellement fait l'objet de menaces de mort.

3. Défenseurs des droits humains qui meurent en détention

84. Au Kirghizistan, le traitement cruel et injuste auquel a été soumis pendant de longues années Azimjan Askarov³⁰ a fini par causer sa mort en prison à cause de problèmes de santé qui avaient été dûment signalés à maintes reprises aux autorités, de même que le risque de COVID-19. D'autres défenseurs et défenseuses des droits humains sont également morts en détention, attendant d'être jugés ou purgeant de longues peines.

85. Le défenseur des droits humains Samuel Ajiekah Abuwe³¹ a été arrêté au Cameroun en août 2019 et aurait pu être accusé de terrorisme, passible d'une peine allant jusqu'à 13 ans d'emprisonnement. Il est mort en détention au Cameroun en 2020 sans avoir jamais été officiellement accusé.

86. Guo Hongwei³² était un défenseur des droits humains qui avait révélé la corruption alléguée de fonctionnaires gouvernementaux en Chine, et plaidait pour la démocratie à Hong Kong (Chine). En avril 2016, âgé de 52 ans, il a été condamné à 13 ans de prison pour « extorsion visant les pouvoirs publics et racket » et pour « comportement querelleur et provocation de troubles ».

87. En mai 2020 on a appris qu'il aurait été mis à l'isolement. Sa famille s'en est plainte, ainsi que plus généralement des mauvaises conditions de vie, dont le manque de nourriture et l'exposition au froid. Le 9 avril 2021, M. Guo est mort dans un hôpital de la Province de Jilin, après l'échec d'une opération pour hémorragie cérébrale³³.

88. Abdullah Hamid Al-Hamid³⁴, défenseur des droits humains en Arabie saoudite, purgeait une peine de 11 ans de prison, condamné sur des accusations touchant la sécurité nationale résultant de ses activités de défense des droits de l'homme, lorsqu'il est mort en détention en avril 2020. En janvier 2020, après des années de multiples troubles cardiaques, M. Al-Hamid avait été transféré à l'hôpital.

²⁷ Voir DZA 4/2021.

²⁸ Voir NGA 3/2020 et NGA 2/2021.

²⁹ Voir NGA 2/2021.

³⁰ Voir KGZ 1/2011 et KGZ 2/2020.

³¹ Voir CMR 2/2020.

³² Voir CHN 4/2021, CHN 4/2016, CHN 29/2010, CHN 43/2006.

³³ Voir AL CHN 4/2021.

³⁴ Voir SAU 6/2021.

89. Son état de santé empirant, les médecins avaient déterminé qu'il devrait subir d'urgence une opération cardiaque. Malgré l'avis des médecins, l'administration pénitentiaire l'aurait renvoyé en prison, l'informant que l'opération serait retardée de quelques mois. Sa demande de rester hospitalisé jusqu'à l'opération aurait été rejetée, et il n'a pas été envisagé de le libérer par anticipation compte tenu de la pandémie de COVID-19. Le 9 avril 2020, M. Al-Hamid, victime d'un accident vasculaire cérébral dans sa cellule, est tombé dans le coma. Transféré à l'hôpital, il est resté dans un état critique jusqu'à son décès deux semaines plus tard. Il avait 69 ans.

90. Le 5 juillet 2021, le père Stan Swamy³⁵, prêtre jésuite âgé de 84 ans et défenseur des droits humains, est mort en détention en Inde après avoir été arrêté neuf mois auparavant et accusé de crimes liés au terrorisme, passibles d'une peine allant jusqu'à la prison à vie. Les autorités lui avaient refusé des soins médicaux convenables pendant sa détention.

4. Défenseurs et défenseuses des droits humains torturés en détention

91. La torture de défenseurs et défenseuses des droits humains est inadmissible quel que soit le contexte. Pour nombre d'entre eux, la torture a pour but de leur arracher de fausses confessions.

92. Au Maroc, les défenseurs des droits humains Khatri Dadda³⁶ (condamné à 20 ans de prison en 2020), Al-Hussein Al-Bashir Ibrahim³⁷ (condamné à 12 ans de prison en 2019), Yayha Mohamed Elhafed Iaazza³⁸ (condamné à 15 ans de prison en 2008) et Naama Asfari³⁹ (condamné à 30 ans de prison en 2013) plaident pacifiquement pour le droit d'autodétermination du Sahara occidental.

93. Dans chaque cas, il s'agissait de participation à des manifestation pacifiques en faveur de ce but. Certains d'entre eux poursuivaient également d'autres activités de défense des droits humains. Dans tous les cas, on s'était inquiété du respect des formes régulières s'agissant de la présentation des mandats d'arrêt, de l'accès aux avocats, des contacts avec la famille et des éléments de preuve.

94. Des confessions qui auraient été obtenues sous la torture ont servi contre Khatri Dadda, Naama Asfari et Al-Hussein Al-Bashir. Il y a eu aussi des allégations de torture utilisée pour réunir les éléments de preuve ayant servi à faire condamner Yayha Mohamed.

95. Naji Fateel⁴⁰, un défenseur bahreïnien des droits de l'homme, a été arrêté en mai 2013, et aurait été emmené au « Bâtiment des enquêtes pénales », où on lui a mis des menottes et bandé les yeux. Selon les sources d'information, M. Fateel y aurait été torturé par électrocution, simulacre de noyade, passages à tabac, pendaison au plafond par les mains sans que ses pieds touchent le sol, harcèlement sexuel et menaces de viol.

96. En septembre 2013, il a été condamné à 15 ans de prison en vertu de l'article 6 de la Loi antiterroriste, pour des chefs d'accusation qui avaient été précédemment abandonnés. En mars 2015, à la suite d'un incident à la prison Jaw, Fateel a été injustement condamné à 10 ans de prison de plus pour « voies de fait » et « dégradations de biens de l'administration pénitentiaire » ; il purge une peine de 25 ans au total.

³⁵ Voir IND 18/2020 et IND 10/2021.

³⁶ Voir MAR 3/2020 et MAR 4/2021.

³⁷ Voir MAR 2/2020.

³⁸ Voir MAR 5/2020.

³⁹ Voir MAR 4/2021.

⁴⁰ Voir BHR 2/2021.

5. Personnes ayant une double nationalité

97. Bien que certains défenseurs et défenseuses des droits humains purgeant de longues peines de prison aient une deuxième nationalité, ils n'ont pas pour autant obtenu justice.

98. Abdulhadi Al-Khawaja⁴¹ est ressortissant du Bahreïn et du Danemark. Il a été arrêté et déclaré coupable en 2011 par un tribunal militaire, à l'issue d'un procès de masse où il a été jugé avec 20 autres personnes.

99. Sa détention et sa condamnation avaient été précédées par un discours qu'il avait prononcé lors de manifestations pacifiques de protestation à Manama.

100. Pendant le procès il n'a pas été autorisé à faire comparaître ses propres témoins, ni à déposer pour sa défense, bien qu'il ait informé le tribunal qu'il avait été torturé en détention. Il avait selon les informations reçues quatre fractures sur le côté du visage et a toujours des difficultés pour manger à cause des blessures subies en détention.

101. Sa santé continue à se dégrader en prison, en particulier pour sa mâchoire, conséquence des problèmes causés par les fractures au visage et l'intervention chirurgicale correspondante, subie en 2011.

102. Dawit Isaak⁴² est ressortissant de l'Érythrée et de la Suède. Avant d'être détenu, il faisait la promotion de la liberté d'expression en Érythrée. Selon les informations reçues, il a été mis en détention en septembre 2001 après que son journal a rendu compte d'appels à tenir des élections en Érythrée.

103. En septembre 2020, après de nombreuses années d'incertitude quant à son sort, la Rapporteuse spéciale a reçu des renseignements crédibles selon lesquels il était vivant et détenu à Eiraeiro, une prison éloignée connues pour des conditions extrêmement dures.

104. De multiples sources ont signalé que M. Isaak avait été mis à l'isolement et torturé pendant sa détention. Le Gouvernement érythréen n'a autorisé personne à lui rendre visite. Au moment où était rédigé le présent rapport, on ignorait toujours de quels crimes M. Isaak était accusé, alors qu'il est emprisonné depuis presque 20 ans sans avoir été jugé.

105. Malheureusement, les efforts des Gouvernements danois et suédois appelant à libérer ces défenseurs n'ont pas été poursuivis avec la vigueur nécessaire. Il aurait été possible de faire plus, et il faudrait encore maintenant faire plus pour explorer des pistes qui permettraient de les faire libérer immédiatement et inconditionnellement.

106. En janvier 2021, la Chambre des communes du Canada a voté d'accorder la nationalité canadienne au défenseur saoudien des droits humains Raef Badawi⁴³, qui purge une peine de prison de 10 ans. En avril 2021, le Sénat italien a voté d'accorder la nationalité italienne au défenseur égyptien des droits humains Patrick Zaki⁴⁴, qui est en détention avant jugement en Égypte.

6. Études de cas

107. Les cas exposés ci-après sont des exemples représentatifs de caractéristiques récurrentes que présente la détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains.

⁴¹ Voir BHR 2/2021, BHR 5/2004.

⁴² Voir ERI 3/2021.

⁴³ Voir SAU 6/2021 et SAU 5/2016.

⁴⁴ Voir EGY 19/2020 et EGY 10/2020.

108. Certains d'entre eux ont été condamnés, d'autres attendent encore d'être jugés, mais sont sous le coup d'accusations de délits passibles de longues peines de prison. Les exemples cités proviennent tous de communications récemment adressées par la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, conjointement ou avec d'autres titulaires de mandat.

Bélarus

109. Maria Rabkova⁴⁵ est une défenseuse des droits humains, coordonnatrice bénévole au Centre de droits humains « Viasna », qui a été arrêtée au Bélarus en septembre 2020. Le réseau de bénévoles de cette organisation de défense des droits humains a surveillé le respect du droit de réunion pacifique depuis que des protestations de masse ont commencé après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle d'août 2020. Elle a également aidé à réunir des documents sur des cas de torture et de mauvais traitements infligés à des protestataires détenus depuis le début des manifestations ; elle est en détention en liaison avec des allégations selon lesquelles elle aurait « entraîné ou préparé d'autre manière des gens à participer à des désordres de masse ».

110. En février 2021 elle a été accusé de deux crimes supplémentaires, « participation à une organisation criminelle » (art. 285, deuxième partie, du Code pénal du Bélarus) et « actions intentionnelles visant à inciter la haine raciale, ethnique, religieuse ou autre forme de haine sociale ou de discorde fondées sur une affiliation raciale, ethnique, religieuse, linguistique ou autre » (art. 130, troisième partie, du Code pénal). Ce dernier chef d'accusation serait lié à ses critiques des institutions gouvernementales, du fait que les fonctionnaires et les membres de la police pourraient apparemment être considérés comme groupe social au Bélarus, et peuvent donc relever de la législation visant les crimes de haine. M^{me} Rabkova est ainsi passible d'une peine de prison allant jusqu'à 12 ans, et elle est empêchée de parler des détails de son affaire, ayant signé un accord de non-divulgaration.

China

111. Chen Xi⁴⁶ est écrivain, défenseur des droits humains et membre de l'ONG Guizhou Human Rights Forum. Il a été arrêté en novembre 2011, et en décembre 2011, âgé de 57 ans, il a été condamné à 10 ans de prison et 3 ans de privation de ses droits politiques par le Tribunal populaire intermédiaire de Guiyang pour « incitation à la subversion du pouvoir politique de l'État », en vertu du tristement connu article 105 paragraphe 2) du Code pénal.

112. L'activité de défense des droits humains de M. Chen est lié à sa dernière condamnation et aux deux condamnations précédentes. Au total, au cours de sa vie, M. Chen a été condamné à 23 ans de prison. Il a été signalé que M. Chen a subi de mauvais traitement, et peut-être la torture, notamment sous forme de harcèlement par ses compagnons de cellule et par mise à l'isolement. Il a maintenant une entérite chronique qui entraîne diarrhées, déshydratation et fièvre. Chaque hiver il a eu de graves engelures aux mains, aux oreilles et à l'abdomen.

⁴⁵ Voir BLR 4/2021 et BLR 8/2020.

⁴⁶ Voir CHN 4/2021, CHN 4/2016, CHN 1/2012, CHN 29/2010, CHN 34/2009, CHN 14/2006 et CHN 13/2004.

Égypte

113. Hoda Abdel Moneim Hassan⁴⁷, avocate et défenseuse des droits humains âgée de 61 ans, est particulièrement connue pour son activité concernant les droits des femmes et des enfants.

114. Détendue depuis novembre 2018, elle n'a pas pu depuis cette date recevoir d'appels téléphoniques ou de visites, ni envoyer de lettres à sa famille ni en recevoir. Selon les informations reçues, sa santé s'est fortement dégradée depuis qu'elle a été placée en détention. Elle souffre d'hypertension artérielle, de problèmes rénaux et d'autres problèmes de santé, dont une thrombose des veines profondes. En janvier 2020, elle a présenté selon ce qu'on a appris des symptômes qui pourraient être ceux d'une crise cardiaque, et a été envoyée à l'hôpital de la prison. Un médecin spécialiste a recommandé de lui faire d'urgence un échocardiogramme, mais cette procédure n'a jamais eu lieu.

115. En septembre 2020, sa famille a reçu une permission verbale selon laquelle elle pourrait lui rendre visite à la prison Al-Qanater, mais arrivée à la prison la famille s'est entendu dire que la visite avait été annulée, et qu'elle pouvait laisser des médicaments et de l'argent pour M^{me} Hassan.

116. En novembre 2020, M^{me} Hassan a été transférée à l'hôpital Al Manial après de vives douleurs. On lui a dit qu'un de ses reins ne fonctionnait plus et que l'autre ne fonctionnait pas correctement. Les autorités pénitentiaires n'ont pas informé sa famille des examens qu'elle a subis par la suite.

117. En décembre 2020, lors de l'audience de renouvellement de sa détention avant jugement, elle avait selon ce qu'on a appris du mal à marcher et manifestait des signes de forte douleur. Elle a informé le juge que le dispensaire de la prison n'était pas suffisamment équipé pour répondre à ses besoins médicaux. Sa détention avant jugement continue à être renouvelée tous les 45 jours, bien qu'elle ait duré plus que le maximum de deux ans fixé par la législation pour la détention sans jugement.

Honduras

118. Jennifer Sarina Mejía Solórzano et Marianela Mejía Solórzano⁴⁸ sont deux sœurs défenseuses des droits humains de la communauté autochtone Garífuna, qui sont membres de l'*Organización Fraternal Negra Hondureña*. L'incrimination de ces défenseuses serait liée à leur activité de défense des droits humains du peuple Garífuna.

119. En mars 2021, Jennifer Sarina Mejía Solórzano a été arrêtée alors qu'elle se rendait à la municipalité de Santa Fe, et accusée des délits d'« usurpation de terres » (art. 227 du Code pénal), « dégâts » (art. 254 du Code pénal) et « menaces » (art. 207 du Code pénal) commis contre la société canadienne Sociedad de Responsabilidad y Bienes Raíces. Elle a par ailleurs été accusée aussi de « vol » (art. 218).

120. Marianela Mejía Solórzano a été arrêtée et accusée des mêmes délits lorsqu'elle est allée au poste de police demander des informations sur le sort de sa sœur. Elles risquent toutes les deux des peines de prison de 10 ans ou plus. Le Code pénal hondurien prévoit qu'une personne coupable de deux délits ou plus est passible de toutes les pénalités correspondant aux différents délits.

⁴⁷ Voir EGY 2/2021 et EGY 6/2019.

⁴⁸ Voir HND 3/2021.

Iran (République islamique d')

121. Nasrin Sotoudeh⁴⁹ est une avocate défenseuse des droits humains qui a défendu en justice des personnes ayant contesté le port obligatoire du voile pour les femmes et des personnes auxquelles a été refusé le droit à un procès équitable. Elle a également fait campagne contre la peine de mort, en particulier lorsqu'une condamnation à mort concerne des personnes condamnées pour des crimes qu'elles sont censées avoir commis avant d'avoir atteint 18 ans.

122. Elle est en prison depuis juillet 2018, purgeant des peines infligées pour sept délits liés à l'ordre public et à la sécurité nationale. Elle sera obligée de purger la peine la plus longue qui lui a été infligée, qui est de 12 ans de prison. Depuis qu'elle a mis fin le 25 septembre 2020 à une grève de la faim de 46 jours, M^{me} Sotoudeh a eu des problèmes cardiaques et pulmonaires graves. Bien qu'après avoir été hospitalisée pendant cinq jours en septembre 2020, elle ait bénéficié à trois occasions de permissions de sortie, elle a été ramenée en prison alors qu'elle était encore malade, et selon des informations reçues, on lui a à plusieurs reprises refusé des soins médicaux convenables depuis son retour.

123. Esmail Abdi⁵⁰ est un défenseur des droits du travail, ancien secrétaire général de l'Association professionnelle des enseignants d'Iran, la plus forte organisation de défense de droits des enseignants du pays. Il a fait campagne avec l'Association pour le droit de se syndiquer des étudiants et des enseignants, notamment en organisant des manifestations pacifiques et en y participant.

124. M. Abdi a été emprisonné à maintes occasions depuis 2006. En 2011, il a été condamné à une peine de 10 ans de prison avec sursis, avec 5 ans de mise à l'épreuve, pour « propagande contre l'État » et « espionnage ». En octobre 2016, juste avant la fin de sa période de mise à l'épreuve, il a été déclaré coupable de « propagande contre l'État » et de « collusion contre la sécurité nationale » et condamné à 6 ans de prison, dont 5 ans qu'il était tenu de purger. Son avocat, à ce qu'on a appris, n'aurait pas pu voir avant le procès de 2016 les éléments de preuve présentés contre ce défenseur des droits humains. M. Abdi a eu une permission de sortie due au COVID-19 de la mi-mars à la mi-avril 2020, mais a été informé en mai 2020 que la peine de 10 ans infligée au procès de 2011 serait applicable après la peine de 5 ans qu'il purge actuellement depuis janvier 2021.

125. La fin de la peine précédente et le début de la peine de 10 ans sont survenues le 11 janvier 2021.

126. M. Abdi a entrepris plusieurs grèves de la faim pour protester contre les conditions en prison. La plus récente, du 7 au 10 mars 2021, était pour protester contre les restrictions d'accès aux appels téléphoniques qui lui étaient imposées.

127. Des derniers jours de février jusqu'au 17 mars 2020, M. Abdi, selon ce que l'on a appris, aurait été transféré à maintes reprises de prison en prison et de quartier en quartier depuis celui où il avait été d'abord détenu dans la prison d'Evin. Il serait détenu dans un quartier de quarantaine avec 30 autres prisonniers à la maison centrale de la province d'Alborz. Les raisons précises de ces transferts n'étaient toujours pas claires au moment où le présent rapport était rédigé.

⁴⁹ Voir IRN 16/2021, IRN 14/2021, IRN 12/2021, IRN 21/2020, IRN 6/2020, IRN 11/2018, IRN 10/2018, IRN 6/2013, IRN 18/2012.

⁵⁰ Voir IRN 12/2021, IRN 21/2020, IRN 10/2016.

Arabie saoudite

128. Waleed Abu Al-Khair⁵¹ est un avocat spécialisé en droits humains, ancien dirigeant de l'organisation indépendante de défense des droits humains *Monitor for Human Rights* en Arabie saoudite, fondée en 2008. Il a été poursuivi en justice une première fois à la fin de 2011 après avoir signé une déclaration critiquant la persécution de 16 réformistes par les autorités. En octobre 2013, il a été accusé de délits presque identiques à ceux dont il avait déjà été déclaré coupable : « manquement à l'allégeance et désobéissance au dirigeant », « création d'une organisation non autorisée » et « participation à la création d'une autre organisation », à savoir l'Association saoudienne des droits civils et politiques.

129. En octobre 2013, le tribunal pénal de Djeddah l'a condamné à 3 mois de prison. En avril 2014, il a été arrêté à nouveau après avoir comparu à la cinquième audience de son procès. Emmené à la prison Al-Ha'ir prison à Riyad, il aurait été placé à l'isolement et aurait subi de mauvais traitements.

130. Lorsqu'en avril 2014 son équipe de défense s'est présentée au tribunal pour s'enquérir des raisons de sa détention, elle a découvert qu'il comparait à la sixième audience. Le juge aurait refusé d'expliquer son arrestation et sa détention.

131. M. Al-Khair a finalement été condamné en janvier 2015 à 15 ans de prison, à 15 ans d'interdiction de voyage et à une amende pour avoir « désobéi au dirigeant et cherché à nier sa légitimité, insulté l'autorité judiciaire et mis en question l'intégrité des juges, créé une organisation non autorisée, nuï à la réputation de l'État en communiquant avec des organisations internationales, et élaboré, sauvegardé et envoyé des informations nuisant à l'ordre public ».

Turquie

132. Erol Önderoğlu⁵², de double nationalité française et turque, est un défenseur des droits humains, correspondant de Reporters sans Frontières en Turquie. Il est également le rédacteur d'un site Web turc dénommé Bianet, qui couvre les affaires politiques, sociales et culturelles en Turquie, avec une orientation sur les droits humains et les libertés fondamentales, y compris les droits des femmes.

133. Şebnem Korur Fincancı⁵³ est présidente et membre fondateur de l'Association médicale turque, et siège au Conseil de la Fondation des droits humains de Turquie. Cette Fondation publie des documents sur les cas de torture, assure des services de réadaptation et d'assistance judiciaire aux victimes de violations des droits humains et de torture. En sa qualité de membre fondateur de l'Association médicale turque, elle a aidé à élaborer le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul), ensemble de directives internationales concernant la manière d'enquêter sur les cas de torture. À l'avant-garde de la défense des droits humains en Turquie, elle a révélé des cas de torture dans de nombreux pays et a mené des investigations à ce sujet.

134. Selon des informations reçues, les deux défenseurs et un autre collègue ont été détenus en juin 2016, étant censés avoir participé à la propagande du terrorisme. Leur arrestation a fait suite à une décision du Premier Tribunal de paix d'Istanbul. Lors de cette première audience, les défenseurs des droits humains ont été interrogés sur leur participation à la campagne de défense de la liberté d'expression et de solidarité au journal *Özgür Gündem* et sur leur activité de rédacteurs de ce journal. Ils ont été accusés d'« avoir incité à la commission de crimes », « loué des crimes et des

⁵¹ Voir SAU 6/2021, SAU 3/2020, SAU 12/2017, SAU 4/2016, SAU 14/2014, SAU 5/2014.

⁵² Voir TUR 9/2021.

⁵³ Ibid.

criminels », et « fait la propagande d'une organisation terroriste », ce qui est passible de sanctions en vertu de la Loi sur la lutte antiterroriste.

135. En juillet 2019, le tribunal a acquitté M. Önderoğlu, M^{me} Fincancı et leur collègue, pour défaut de preuves concluantes les liant aux publications en question. Mais en novembre 2020 la Cour d'appel régionale d'Istanbul a invalidé l'acquittement des défenseurs des droits humains. Le nouveau procès de M. Önderoğlu et M^{me} Fincancı a commencé le 3 février 2021, ils risquent des peines allant jusqu'à 14 ans de prison.

Émirats arabes unis

136. Mohamed Abdullah Al-Roken⁵⁴ est défenseur des droits humains, avocat et universitaire. En sa qualité d'avocat, il a prêté assistance judiciaire à des victimes de violations des droits de l'homme et à des défenseurs et défenseuses des droits humains aux Émirats arabes unis, plus particulièrement à certains membres des « UAE 5 » et des « UAE 7 », persécutés pour avoir respectivement critiqué des politiques gouvernementales et avoir été membres de l'Association pour la réforme et l'orientation sociale (Al-Islah). M. Al-Roken avait été précédemment président de l'Association des juristes de son pays, avant qu'elle ait été dissoute en 2011 par les autorités, et avait été membre de l'Union internationale des avocats et de l'Association internationale du barreau. Il est également l'auteur d'ouvrages sur les droits humains, le droit international et la lutte antiterroriste.

137. Selon les informations reçues, M. Al-Roken a été condamné en juillet 2013 à 10 ans de prison par la Chambre de la sécurité d'État de la Cour suprême fédérale d'Abou Dhabi, avec interdiction d'exercer comme avocat. Il a été condamné en même temps que 64 autres accusés lors du procès des « UAE 94 », sur accusation de « complot contre le gouvernement », pour avoir signé en mars 2011 une pétition en ligne demandant des réformes démocratiques dans le pays. Il a été condamné sur la base de confessions où il s'accusait, qui auraient été obtenues par la torture pendant sa détention avant jugement. Après sa première arrestation en juillet 2012 par des officiers de la Sécurité d'État, il avait été détenu pendant trois mois dans un lieu inconnu sans contacts avec sa famille ou son avocat.

138. M. Al-Roken est détenu à la prison Al-Razeen depuis mars 2013. La prison étant située dans le désert, les prisonniers sont soumis à des températures extrêmes, et il a été dit que les gardes éteignaient délibérément la climatisation pendant les périodes de haute température.

139. En novembre 2015, les autorités pénitentiaires auraient passé de la musique extrêmement bruyante dans la cellule de M. Al-Roken pendant plusieurs heures, ce qui lui a fait perdre connaissance. Il y aurait la nuit des fouilles violentes dans les cellules, les gardes attaquant physiquement et verbalement les détenus, y compris M. Al-Roken.

140. La visite la plus récente de sa famille dans sa prison remonte à mars 2020, elle n'a pas pu lui rendre visite depuis lors, les mesures prises en raison de la COVID-19 empêchant les visites dans cette prison. Il a été rapporté aussi que sa famille aurait subi des harcèlements depuis qu'il est détenu.

Vietnam

141. Tran Huynh Duy Thuc⁵⁵ est un défenseur des droits humains de Ho Chi Minh City qui tenait un blog sur des questions sociales, politiques et économiques au Viet

⁵⁴ Voir ARE 1/2021, ARE 3/2019, ARE 4/2013, ARE 1/2013, ARE 7/2006.

⁵⁵ Voir VNM 4/2016 et VNM 1/2010.

Nam sous le nom de plume Tran Dong Chan. Selon les informations reçues, il a été arrêté le 24 mai 2009, et aurait été torturé en détention avant jugement, le but étant de lui arracher une confession sous la contrainte. Arrêté d'abord pour « vol de fils téléphoniques », il a ensuite été accusé de subversion au titre de l'article 79 du Code pénal de 1999. Il a été jugé le 20 janvier 2020 avec trois accusés, au Tribunal populaire de Ho Chi Minh City, et condamné à 16 ans de prison et 5 ans de liberté conditionnelle.

142. Tout au long de sa période de détention, M. Tran Huynh a été traité très durement et souvent ciblé pour avoir défendu les droits d'autres prisonniers, et les autorités ont restreint ses communications avec sa famille. En mai 2016, il a été transféré pour des raisons qui ne sont pas claires dans une prison plus éloignée de sa famille.

7. Réaction des gouvernements aux communications qui leur ont été adressées et au plaidoyer concernant les longues peines

143. La réaction des États aux communications concernant les détentions prolongées de défenseurs et défenseuses des droits humains que leur a adressées la Rapporteuse spéciale a été un mélange de dénégations, de rejet et de refus du dialogue.

144. Au 30 juin 2021, 11 réponses avaient été reçues aux 28 communications envoyées du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021. Ces 11 réponses étaient en forte majorité constituées d'informations concrètes ou en comportaient. Le terme « informations concrètes » dans les réponses s'applique à celles qui offraient en tout ou en partie des réactions aux allégations, ou qui éclaircissaient les faits quant au fond. Il ne signifie toutefois pas que les mesures décrites soient conformes au droit international des droits de l'homme.

145. La Rapporteuse spéciale note avec reconnaissance l'action menée par des ONG locales, nationales et internationales pour que les cas de défenseurs et défenseuses des droits humains en détention prolongée continuent à bénéficier de l'attention politique et médiatique internationale.

146. Des États ont réévalué leur décision d'emprisonner des défenseurs. La Rapporteuse spéciale sait qu'il y a souvent débat dans les pays entre les responsables gouvernementaux qui veulent mettre défenseurs et défenseuses en prison et ceux qui, désireux de suivre les normes internationales que l'État s'est engagé à respecter, souhaitent les libérer. Elle se réjouit que des défenseurs aient été récemment mis en liberté dans certains pays, dont le Burundi, l'Égypte et la République islamique d'Iran.

147. Elle rappelle que lorsque les États font ce qu'ils doivent et libèrent des défenseurs et défenseuses détenus, elle annonce toujours publiquement ces mesures positives.

148. Lorsque trois défenseurs et défenseuses des droits humains de l'ONG égyptienne Egyptian Initiative for Personal Rights⁵⁶, Karim Ennarah, Mohammed Basheer et Gasser Abdel-Razek, ont été arrêtés en novembre 2020, plusieurs membres du Parlement, des experts indépendants des Nations Unies, des célébrités et des ONG ont appelé à les libérer. Le mois suivant ils l'ont été, bien qu'au moment où était rédigé le présent rapport, les accusations portées contre eux n'aient pas été abandonnées.

149. Le défenseur des droits humains Germain Rukuki⁵⁷ a été condamné en 2018 à 32 ans de prison sur des accusations fabriquées de toutes pièces, censées concerner la sécurité nationale. Après une campagne soutenue en faveur de sa libération menée par

⁵⁶ Voir EGY 15/2020.

⁵⁷ Voir BDI 2/2020, BDI 1/2018, BDI 2/2017.

des experts indépendants des Nations Unies, des membres de plusieurs parlements et des ONG, sa condamnation a été ramenée en juin 2021 à un an de prison, et il a été libéré le même mois.

150. Évoquer continuellement, année après année, le cas de défenseurs et défenseuses incarcérés, sans grands résultats bien souvent, est un travail épuisant et coûteux. La Rapporteuse spéciale se réjouit des nombreuses initiatives par lesquelles on rappelle aux défenseurs et défenseuses qu'ils ne sont pas oubliés et qu'on s'emploie à les faire libérer.

151. La Rapporteuse spéciale fait observer par ailleurs l'utilité des récompenses internationales, qui aident à maintenir l'attention sur les défenseurs et défenseuses en détention prolongée. Ces derniers lui ont dit combien l'attribution d'un prix, ou une nomination, peut leur soutenir le moral.

152. Elle encourage à faire de nouveaux efforts en faveur des défenseurs et défenseuses purgeant des peines de détention de longue durée, et engage les ONG et les autres parties compétentes à continuer de faire pression sur les États en vue de leur libération, notamment en centrant l'attention de la presse sur leur cas.

153. La Rapporteuse spéciale note l'activité déployée par des parlementaires de plusieurs pays en vue d'appeler l'attention sur des défenseurs et défenseuses des droits humains purgeant de longues peines de détention qui seraient autrement « oubliés », et note à nouveau les effets positifs de ces initiatives qui lui sont rapportés par les personnes détenues, leur famille et leurs collègues.

154. Elle encourage à multiplier les initiatives de ce type, qui voient des membres de parlements internationaux, nationaux et locaux plaider régulièrement pour la libération de défenseurs et défenseuses détenus pour des peines de longue durée. Il s'agit notamment du *Defending Freedoms Project* dirigé par la Commission Tom Lantos à la Chambre des représentants des États-Unis, où des membres du Congrès américain plaident en faveur de défenseurs et défenseuses des droits humains en détention prolongée et d'autres prisonniers⁵⁸.

II. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

155. De nombreux gouvernements manquent à leurs obligations légales et morales en condamnant des défenseurs et défenseuses des droits humains à de longues peines de prison, puis en niant avoir agi de la sorte.

156. La cause principale en est la volonté politique de faire taire ceux qui défendent pacifiquement les droits d'autrui, et les conséquences internationales négligeables qu'encourent les États qui commettent ces violations. Les États peuvent et doivent mettre immédiatement fin à cette pratique et abolir les mécanismes qui la rendent possible, notamment le détournement de lois antiterroristes et d'autres lois visant la sécurité nationale dont ils abusent contre les défenseurs et défenseuses des droits humains, le recours à des procès inéquitables, à des confessions obtenues sous la contrainte, et le refus aux défenseurs d'avoir accès à leurs avocats.

157. Imposer de longues peines de prison aux défenseurs et défenseuses des droits humains, c'est détruire des vies, des familles et des communautés. Les États devraient mettre fin immédiatement et pour toujours à cette pratique injustifiable, indéfendable et méprisable.

⁵⁸ <https://humanrightscommission.house.gov/defending-freedom-project/prisoners-by-country>.

B. Recommandations

158. Les États devraient :

- a) Cesser de mettre en prison les défenseurs et défenseuses des droits humains pour leur activité légitime de défense des droits humains, et ne plus les soumettre à de longues peines de détention ;
- b) Libérer immédiatement et inconditionnellement tous les défenseurs et défenseuses des droits humains actuellement en détention ;
- c) Cesser de faire subir des procès inéquitables aux défenseurs et défenseuses des droits humains ;
- d) Cesser de soumettre les défenseurs et défenseuses des droits humains à la torture ou à d'autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants, ou à des châtiments visant à obtenir de fausses confessions ou dans quelque autre but ;
- e) Ne plus refuser aux défenseurs et défenseuses des droits humains l'exercice de leurs droits légaux, notamment le prompt accès à leurs avocats ;
- f) Cesser d'invoquer de vagues lois de lutte antiterroriste ou de sécurité nationale et autres afin d'emprisonner des défenseurs et défenseuses des droits humains pour avoir exercé des activités légitimes de défense des droits humains ;
- g) S'abstenir de faire juger des défenseurs et défenseuses civils des droits humains par des tribunaux militaires ;
- h) Assurer aux défenseurs et défenseuses des droits humains une assistance judiciaire indépendante ;
- i) Prendre les mesures voulues pour que les médias ne se livrent pas à des campagnes de diffamation des défenseurs et défenseuses avant et pendant qu'ils passent en jugement ;
- j) Assurer des soins convenables à tous les défenseurs et défenseuses des droits humains détenus, en leur garantissant notamment l'accès :
 - i) à leur famille, spécialement un accès régulier à leurs enfants pour les défenseurs et défenseuses qui en ont, et veiller à ce qu'ils soient détenus dans une prison proche de leur ville ou agglomération de résidence, et ne soient pas transférés dans des prisons situées dans d'autres régions du pays afin de les punir plus encore ;
 - ii) à des appels téléphoniques ;
 - iii) à de la lecture ;
 - iv) aux soins médicaux ;
 - v) à l'assistance voulue pour leurs besoins liés à un handicap ;
 - vi) à une nutrition suffisante ;
 - vii) à des installations d'hygiène convenables ;
- k) Permettre à des représentants des Nations Unies, d'autres organisations internationales et régionales, d'ONG et à des diplomates d'autres pays de rendre visite aux défenseurs et défenseuses détenus ;
- l) Faire périodiquement des déclarations publiques sur l'importance du rôle que jouent les défenseurs et défenseuses des droits humains pour la promotion de la justice, de l'égalité, de la responsabilisation et du développement

durable, et s'exprimer en cas de menaces et d'attaques contre les défenseurs et les défenseuses ;

m) Ne pas donner en priorité l'attention à des cas choisis en fonction de critères politiques ou de commodité, mais travailler sur une large gamme de cas, que les défenseurs et défenseuses soient détenus par des alliés ou des adversaires.

159. Les gouvernements qui plaident la cause des défenseurs et défenseuses devraient :

a) Appeler périodiquement et publiquement, avec l'accord des défenseurs et défenseuses, à libérer ceux qui sont en détention ;

b) Soulever avec d'autres États le cas des défenseurs et défenseuses des droits humains en détention prolongée ;

c) Demander que leurs personnages officiels soient autorisés à rendre visite aux défenseurs et défenseuses des droits humains détenus ;

d) Dire publiquement si le procès d'un défenseur ou d'une défenseuse que leur représentant a observé a répondu aux normes légales internationales.

160. Les institutions nationales de défense des droits humains et les ONG devraient :

a) Lorsqu'un défenseur ou une défenseuse sont arrêtés, mobiliser immédiatement une attention intense et des interventions actives en sa faveur ;

b) Inviter des membres de la famille du défenseur ou de la défenseuse à prendre la parole dans des forums internationaux ;

c) Exposer dans les médias le cas des défenseurs et défenseuses en détention prolongée.

161. Il faudrait aussi que les ONG et les autres entités qui s'efforcent de faire libérer les défenseurs et défenseuses emprisonnés envisagent de mieux coordonner leur action. Le Mémorial des DDH, par exemple, coordonne l'activité de nombreuses ONG pour commémorer les défenseurs et défenseuses des droits humains qui ont été tués, mais les ONG ne déploient que peu d'activités collectives ou coordonnées pour regrouper leurs ressources, leurs informations et leur travail de plaidoyer en faveur des défenseurs et défenseuses des droits humains emprisonnés.

162. Les membres de parlements et d'autres organes élus, et les membres d'organisations de la société civile, notamment des syndicats, devraient maintenir longuement l'attention sur les défenseurs et défenseuses des droits humains en détention, évoquant leur cas (avec leur consentement) dans des forums publics et privés.